

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Désarmement/20ème
anniversaire de la convention
d'Ottawa - Irak - Yémen - Comores**
(Paris, 18 septembre 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Désarmement - 20ème anniversaire de la convention d'Ottawa (18 septembre 2017)

L'adoption de la convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel, il y a vingt ans, a marqué une étape essentielle sur la voie de l'élimination de cette arme qui cause des dégâts humains considérables durant et après les conflits et entrave le développement. Ce texte fixe une norme claire et simple d'interdiction totale de l'emploi, de la mise au point, de la production, du stockage et du transfert des mines antipersonnel.

Entrée en vigueur en 1999, la convention d'Ottawa compte désormais 162 États parties. L'emploi des mines antipersonnel et le nombre de victimes sont en recul. La convention a également permis des avancées considérables en matière de réduction de la production, de dépollution des territoires et de sensibilisation des populations et des gouvernements. En vingt ans, plus de 49 millions de mines ont ainsi été détruites.

La France s'est attachée à mettre en oeuvre ce texte dans les meilleurs délais, notamment en achevant la destruction de ses stocks en 1999 et la dépollution de son territoire en 2008. Elle oeuvre aujourd'hui activement à l'universalisation de la convention d'Ottawa et appelle les États qui ne l'ont pas rejointe à le faire. Nous consacrons également chaque année au bénéfice des pays affectés des fonds importants à des activités d'assistance et de coopération, notamment en matière de formation au déminage.

2 - Irak

Q - La France demande-t-elle aux Kurdes irakiens de renoncer à leur référendum d'indépendance prévu le 25 septembre et a-t-elle entrepris une démarche en ce sens avec Ankara auprès du président Massoud Barzani ?

R - M. Jean-Yves Le Drian vient de s'exprimer sur ce sujet à New York, où il participe à la 72ème session de l'assemblée générale des Nations unies. Nous vous renvoyons à ses déclarations.

3 - Yémen

Q - Le Haut-commissaire aux droits de l'Homme demande depuis deux ans la création d'une commission d'enquête internationale sur le Yémen par le conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Une centaine d'ONG appellent à la création d'une telle enquête internationale indépendante sur les violations graves de toutes les parties au conflit. Un nombre croissant de pays y sont favorables. Même la Chine s'est prononcée pour la semaine dernière au conseil des droits de l'Homme à Genève. Pourquoi la France n'a-t-elle pas encore rejoint cette initiative ?

R - Nous sommes préoccupés par la gravité de la situation au Yémen et condamnons toutes les atteintes au droit international humanitaire.

Nous appelons à l'arrêt des attaques contre toutes les populations civiles, où qu'elles se trouvent. Il est essentiel que les parties garantissent un accès humanitaire sûr, immédiat et sans entrave aux populations dans le besoin, afin de permettre aux acteurs humanitaires d'acheminer les biens de première nécessité. Seule une solution politique permettra de mettre un terme au conflit.

Dans le cadre du conseil des droits de l'Homme, nous recherchons l'adoption d'un texte qui pourra recueillir un large soutien, ce qui constitue une condition de sa mise en oeuvre effective.

4 - Comores

Q - Pouvez-vous préciser le contenu de la feuille de route franco-comorienne adoptée le 12 septembre, qui vise à favoriser «les échanges humains entre les îles de l'archipel dans un cadre légal et en renforçant la sécurité des liaisons maritimes et aériennes» ? En quoi le régime des visas entre les Comores et Mayotte va-t-il être assoupli ?

R - Afin de lutter efficacement contre le trafic d'êtres humains, de favoriser les mouvements légaux, de tarir les passages illégaux et de sécuriser les liaisons, aériennes comme maritimes, la France et les Comores ont décidé de travailler à une circulation régulée et plus sécurisée des personnes entre Mayotte et les Comores. Cela témoigne d'une volonté nouvelle de coopération.

Les autorités françaises ont annoncé leur volonté, tout en exerçant les contrôles normaux, de rendre gratuit le visa entre les Comores et Mayotte. Nous nous sommes également engagés à rouvrir rapidement l'antenne consulaire d'Anjouan, afin de pouvoir délivrer de nouveau des visas de manière sécurisée./.